



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
Direction de l'interministérialité
et du développement durable**

ARRÊTÉ DIDD – 2024 – n° 155

modifiant l'autorisation d'exploiter accordée à la société Luc Durand pour sa carrière située au lieu-dit « La Carrière » sur le territoire de la commune de Durtal

Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,
Chevalier des Palmes Académiques,

VU le Code de l'environnement et notamment son article R. 181-49 et son article R. 511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

VU le décret du Président de la République du 6 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

VU le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État, en qualité de Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

VU l'arrêté préfectoral du 15 mars 2001 (D3 – 2001 n° 191), autorisant la SA Luc DURAND à exploiter une carrière et ses installations de traitements des matériaux au lieu-dit « La Carrière » sur la commune de Durtal pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014 (DIDD – 2014 n° 258), renouvelant l'autorisation de la société Luc DURAND pour exploiter une carrière et ses installations de traitements des matériaux au lieu-dit « La Carrière » sur la commune de Durtal pour une durée de 10 ans ;

VU l'arrêté préfectoral SG/MICCSE n°2024-10 du 18 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

VU la demande présentée par la société Luc DURAND le 15 avril 2024 en vue d'obtenir une prolongation de 2 ans de la durée d'exploitation de la carrière « La Carrière » à Durtal ;

VU le rapport et les propositions de la directrice de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL), inspection des installations classées, en date du 17 juin 2024 ;

VU le projet d'arrêté porté, le 24 juin 2024, à la connaissance du demandeur ;

VU l'absence d'observation du demandeur sur ce projet dans le délai imparti ;

CONSIDÉRANT que la demande vise uniquement la prolongation de la durée d'exploitation, sans extension ;

CONSIDÉRANT que des matériaux extraits et traités sont en stocks sur le site, en attente d'usage ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant procède à l'évacuation des matériaux restants de manière coordonnée avec le réaménagement de la carrière ;

CONSIDÉRANT que ces travaux coordonnés tiennent compte des besoins des marchés locaux, ce qui limite le trafic routier ;

CONSIDÉRANT que la prolongation de la durée de l'autorisation d'exploiter fixée par l'arrêté préfectoral du 7 juillet 2014 (DIDD – 2014 n° 258) reste limitée dans le temps et ne présente pas d'incidence directe et significative sur l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la demande déposée par la société Luc DURAND ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation actuelle ;

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article L. 512-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les dispositions prises ou envisagées sont de nature à pallier les risques et les nuisances, notamment en matière de réaménagement ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L. 211-1 et L. 511-1 du titre 1er du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la société Luc DURAND dispose des capacités techniques et financières et que des garanties financières vont être constituées après notification du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que la remise en état des terrains de la carrière conduira à restituer des espaces à vocations agricoles et naturels ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du Secrétaire général de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

Article 1 – Titulaire de l'autorisation

La société Luc DURAND, dont le siège social est situé Zone artisanale de « La Chesnaie » à Pruillé (49 220), est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière de sables et graviers au lieu-dit « La Carrière » sur le territoire de la commune de Durtal.

Article 2 – Durée de l'autorisation

La durée de l'autorisation d'exploiter indiquée au chapitre 1.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter DIDD-2014-n°258 du 7 juillet 2014 susvisé est augmentée de deux ans (nouvelle échéance 7 juillet 2026).

Article 3 – Acte de cautionnement

L'exploitant transmet, sous 1 mois suivant la notification du présent arrêté, l'acte de cautionnement justifiant la constitution des garanties financières telles que calculées dans son dossier de demande de prolongation.

Article 4 – Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 5 – Délais et voies de recours

En application de l'article R. 181-50 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. La décision peut être déférée à la juridiction administrative territorialement compétente, le Tribunal administratif de Nantes – 6 allée de l'Île Gloriette – CS 24 111 – 44 041 NANTES cedex 1 :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage de la décision. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux (auprès du préfet de Maine-et-Loire) ou hiérarchique (auprès du ministre chargé de l'environnement) dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Article 6 – Publicité

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Durtal et peut y être consultée.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Durtal, pendant une durée minimum d'un mois ; un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire – direction de l'interministérialité et du développement durable – bureau des procédures environnementales et foncières.

L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois. L'information des tiers s'effectue dans le respect de tout secret protégé par la loi.

Article 7 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, sous-préfet de l'arrondissement d'Angers, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement (DREAL) des Pays de la Loire, le Maire de la commune de Durtal, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **17 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général de la préfecture

Emmanuel LE ROY

